



20 juin journée mondiale de solidarité avec les réfugiés

Pour l'égalité des droits : régularisation de toutes et tous, maintenant !

La pandémie à laquelle nous faisons face aujourd'hui révèle au grand jour les inégalités sociales, économiques et sanitaires qui minent notre société. Dans cette période, la situation des personnes sans papiers est des plus inquiétantes. L'absence de titre de séjour les privant de l'accès aux droits sociaux fondamentaux tels que le droit au travail, au logement, aux prestations sociales, l'état d'urgence sanitaire démultiplie leur précarité.

Si leur sort a pu réapparaître dans le débat public aujourd'hui, c'est uniquement en termes de santé publique, et les quelques solutions apportées ici ou là pour permettre à certain-es d'obtenir un lieu d'hébergement plus conforme aux exigences sanitaires ne sont qu'un pis-aller, au demeurant très provisoire. La situation de ces personnes auxquelles l'État refuse d'accorder le droit au séjour est le résultat de politiques migratoires toujours plus restrictives et déshumanisantes, d'un choix du non-accueil, du primat de la logique utilitariste sur celle de l'égalité et de la dignité humaine.

Cette situation va perdurer une fois la crise sanitaire passée. Les personnes sans papiers continueront d'être maintenues dans une situation de non droit qui les rend vulnérables à l'exploitation et aux abus de toutes sortes, en sus de la menace du contrôle, du risque de placement en centre de rétention et d'expulsion. Leur traitement comme main d'œuvre flexible et à bas prix contribue depuis de nombreuses

années à la dégradation des droits du travail de toutes et tous.

Alors que toute personne vivant sur notre territoire, quel que soit son statut ou sa nationalité, doit avoir accès aux droits les plus fondamentaux :

- les situations administratives précaires ou irrégulières privent de quasiment tous les dispositifs de protection sociale – dont l'importance a été particulièrement manifeste ces dernières semaines ;
- trop d'obstacles, à tout moment, rendent difficile chaque démarche de la vie courante ;
- sans droit au travail, il est difficile d'échapper à la dépossession de toute autonomie ou à l'exploitation ;
- la crainte quotidienne de l'arrestation, la menace permanente de l'expulsion, constituent une pression insupportable.

Cette injustice doit cesser !

Depuis plus de 20 ans la France réduit sans arrêt l'accès au statut de réfugié. En refusant ainsi l'asile et en déclarant les pays sûrs en fonction de ses besoins diplomatiques elle fabrique des milliers de sans-papiers dont elle justifie ensuite l'expulsion. Cette politique cynique doit cesser.

Pour l'égalité des droits : régularisation de toutes et tous, maintenant ! Un titre de séjour, pérenne, sans condition, à toutes celles et tous ceux qui vivent en France.

Rassemblement* à Clermont-Ferrand Samedi 20 juin à 15 H place de Jaude

*par groupe de dix et avec un masque

Premiers soutiens : CIMADE, LDH Billom, LDH Clermont, LDH Riom, Unef Auvergne, Solidaires63, FSU63, CGT63, NPA63, FI63, AFPS63, DAL63, DEI France ...